

Aéroports de Paris : **tout le monde déteste les privatisations** **Signons la pétition** **pour le référendum d'initiative partagée !**

Après le scandale de la privatisation des autoroutes, celles des aéroports de Toulouse, Lyon et Nice, la majorité LREM d'Emmanuel Macron a voté la concession aux intérêts du privé des Aéroports de Paris, précédant les privatisations de la Française des Jeux, ENGIE ou les barrages hydroélectriques... et celles de nos services publics territoriaux. Dans ces entreprises largement bénéficiaires, qui contribuent au financement des services publics, le passage au privé... c'est avant tout la privatisation des bénéfices au profit de quelques un.es.

Parce que les expériences récentes l'ont montré, la privatisation des Aéroports De Paris sera en plus synonyme de dégradation des conditions de travail des salarié.es, d'augmentation du nombre de vols et de dégradation des conditions de vie des riverains mais aussi, et surtout, d'un accroissement important de la pollution générée. Ils sacrifient les questions environnementales aux intérêts des multinationales. Dans le contexte de réchauffement climatique, des pics de pollution qui se succèdent, des épisodes de canicule qui s'intensifient, il est urgent de stopper cette machine infernale.

La privatisation des aéroports : grande braderie des bijoux de famille.

L'activité des aéroports ne relève pas d'un quelconque intérêt national comme voudraient nous le faire croire certain.es opposant.es d'un jour, mais bien d'un intérêt social et environnemental inaliénable

Comme elle le fait contre la réforme de la fonction publique actuellement en discussion, la fédération SUD Collectivités Territoriales veut contribuer à stopper la politique libérale de Macron, à mettre un frein à la vague de privatisation qui brade les biens publics aux profits de grands groupes privés et de leurs actionnaires, au détriment de l'intérêt général.

La campagne de pétition pour engager le Référendum d'initiative partagée (RIP) est un enjeu majeur.

Pour défendre des services publics accessibles à toutes et tous, les salarié.es et l'environnement, la Fédération SUD Collectivités Territoriales entend mettre toute ces forces dans cette bataille pour récolter les 4,7 millions de signatures nécessaires.

Nous invitons tou.tes les agent.es de la fonction publique, tout.es les salarié.es et tout.es les citoyen.nes à signer la pétition pour engager un référendum d'initiative partagée.